

M. Ilsley a laissé voir le fond de sa pensée lorsqu'il a indiqué à l'autre Chambre de quelle manière nous avons financé la Grande-Bretagne et nous lui avons fourni des dollars jusqu'à présent. Nous l'avons fait en rachetant des valeurs canadiennes avant leur échéance, et avons fourni des devises canadiennes à cette fin. Nous avons également accumulé des livres sterling, que nous avons mises de côté et prêtées éventuellement à la Grande-Bretagne pour la durée de la guerre, sans intérêt. Ces sommes sont épuisées, et il nous faudra songer à prendre d'autres mesures. Le ministre a laissé entendre que lors de la présentation de son exposé budgétaire il fera part au Parlement de l'intention d'établir au sein du Cabinet un conseil d'affectation, qui le conseillera sur l'allocation de notre excédent. Sous ce rapport nous sommes heureux d'avoir, dans la personne de M. Howe, un représentant dans le conseil des nations unies, qui se réunit à Washington; mais on est d'avis que le Gouvernement du Canada devrait faire le partage de notre excédent de matériel de guerre.

J'aborde maintenant le bill à l'étude. Le greffier du Sénat m'apprend qu'il est absolument identique à celui que nous avons adopté l'an dernier, sauf que dans l'article 4 il est fait mention de la somme de \$858,000,000 au lieu de deux milliards. M. Ilsley a dit dans l'autre Chambre, hier, que les crédits de l'an dernier ont dépassé le montant qu'il avait demandé au Parlement de voter. Nous nous rappelons tous qu'il a déclaré au Parlement, l'an dernier, qu'il était très difficile de prévoir les besoins du ministère des Munitions et approvisionnements. Il y a d'autres postes également. On se souviendra qu'au mois de juin, l'an dernier, les représentants de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et des autres nations alliées se réunirent ici en conférence au sujet du plan d'entraînement aérien. On a augmenté considérablement ce programme, et la chose n'était pas prévue dans le budget des dépenses. M. Ilsley déclare qu'en ajoutant ces \$858,000,000 aux 2 milliards votés l'an dernier, on obtiendra un total à peu près conforme au chiffre qu'il avait indiqué à la Chambre lors de la dernière session. Il n'a pas demandé plus de 2 milliards à ce moment-là, mais il a laissé entendre que si on avait besoin d'un plus fort montant on pourrait toujours faire voter un crédit supplémentaire lorsque le Parlement se réunirait.

On m'a dit qu'il fallait voir à certains de ces engagements presque immédiatement, et je sais que le Parlement et les Canadiens sont d'avis que nous les réglions au moment voulu. On a laissé entendre que le versement des allo-

L'hon. M. KING.

cations familiales pourrait être retardé, par exemple, si nous ne votions pas ces fonds.

Dans un autre endroit on a demandé quel était le montant de l'augmentation comprise dans ce bill pour les crédits ordinaires de l'administration civile. Je crois savoir qu'il s'agit de la somme de \$118,000,000. On a expliqué la chose en disant qu'il y avait des intérêts à solder sur une dette de guerre contractée antérieurement; il y avait aussi des subventions ou des paiements à verser aux provinces à la place des revenus que ces dernières avaient abandonnées en cédant certains domaines d'imposition au Dominion; et on a effectué des paiements aux termes d'une mesure agricole adoptée l'an dernier afin de permettre la mise en jachère d'été de certaines étendues de terrain au lieu d'y cultiver du blé ou d'autres céréales. On a effectué d'autres paiements aussi pour le blé, je crois. Ces montants embrassent et expliquent l'augmentation constatée dans les crédits de l'administration civile, je crois.

Le Gouvernement voit aussi aux dépenses de l'Angleterre dans les industries de guerre au Canada, dépenses dont le chiffre atteint environ 200 millions de dollars compris dans ce total.

L'honorable M. LÉGER: Honorables sénateurs, si je l'ai bien compris l'honorable leader du Gouvernement a dit que ce bill concernant la somme de 858 millions de dollars représente des dépenses en excédent du chiffre estimatif de l'an dernier.

L'honorable M. KING: Non; ce n'est pas exactement ce que j'ai dit. Lorsqu'il a demandé un crédit de 2 milliards de dollars, le ministre a déclaré qu'il lui était bien difficile de faire une estimation pour le ministère des Munitions et approvisionnements ainsi que le plan d'entraînement des aviateurs. Il a ajouté que si le chiffre estimatif s'avérait trop faible il demanderait au Parlement de lui accorder un montant supplémentaire.

L'honorable M. LÉGER: Ce qui signifie que le chiffre estimatif était trop faible de 858 millions de dollars?

L'honorable M. KING: Oui, il y manquait ce montant.

L'honorable C. C. BALLANTYNE: Honorables sénateurs, vu que nous avons été convoqués ici aujourd'hui, par Son Honneur le Président, nous de ce côté-ci du Sénat, n'avons pas eu l'occasion d'étudier comme nous l'aurions voulu ce crédit supplémentaire de 858 millions de dollars. Tout en admirant la compétence du ministre des Finances,—j'avoue ne pouvoir comprendre pourquoi il ne s'est pas rendu compte plus tôt qu'il lui faudrait un tel crédit supplémentaire. Quoi qu'il en soit, le